

La dette publique : qui la fabrique ? pour qui ?

Depuis 2001, les 1 % les plus riches ont bénéficié de 150 milliards d'€ en allègement d'impôts.

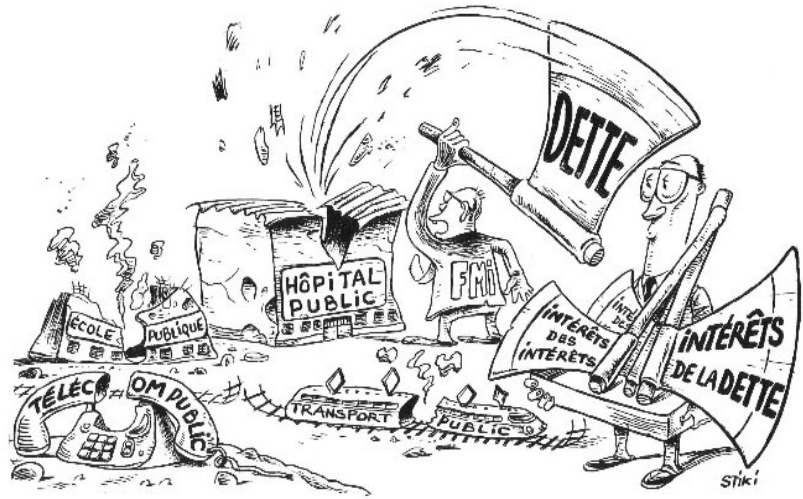
La dette française vient d'une baisse des recettes.

Les dépenses de l'État, elles, ont baissé en France entre 1993 et 2008. Sans les cadeaux fiscaux faits aux plus riches depuis 2000, le budget national aurait été excédentaire en 2007 et 2008 !

(source : rapport 2010 du député UMP Gilles Carrez)

Pris au piège des banques !

En Europe, les États doivent emprunter sur les marchés financiers. Pourtant, partout ailleurs, l'État créé sa propre monnaie. Du coup, les intérêts de la dette française ont coûté 45 milliards d'€ en 2010. C'est la première dépense du budget.



Impôts payés par :

- les très petites entreprises : 28 %
- les PME : 22 %
- les grands groupes : 8 %

Chantage ! Sans une remise en cause du rôle des banques privées, tout gouvernement qui prendrait des mesures réellement de gauche verrait ses taux d'intérêt augmenter.

La crise ? Pas pour tout le monde.

Le sauvetage des banques a creusé le déficit. Les politiques d'austérité ont créé du chômage et baissé les recettes. Pourtant les dividendes des actionnaires sont passés de 4 à 13 % en 20 ans.

Le piège de la dette : comment (s')en sortir ?

Les dettes nationales contractées contre l'intérêt de la population sont illégitimes selon le droit international et peuvent être annulées.



Quelques mesures d'urgence :

- audit de la dette et annulation de la dette illégitime
- arrêt des plans d'austérité qui aggravent la crise et qui enrichissent les plus riches aux dépens de la population
- prêts directs des banques centrales aux États à 0,5 %
- instauration d'une véritable justice fiscale
- fermeture des paradis fiscaux
- mise au pas des marchés financiers en supprimant l'anonymat des transactions
- transfert des banques au secteur public sous contrôle citoyen
- refonte démocratique de l'UE

**Pétition nationale pour un audit de la dette :
www.audit-citoyen.org**

Qui sommes-nous ?

Le collectif local Montpellier-agglomération pour l'audit de la dette s'inscrit dans le cadre de l'appel national pour un audit citoyen. Il a pour but d'analyser, d'informer, de mobiliser et d'obtenir des informations sur les dettes publiques nationales et locales.

Nous sommes un collectif d'individus soutenus par *ATTAC Montpellier, CADTM, CGT-Cirad, EE-LV Montpellier, FASE 34, FSU 34, LDH 34, PCF Montpellier, PG 34, NPA 34, Solidaires 34, Survie, Vie Nouvelle*

Site internet : <http://cacmpl.over-blog.com>

Pour nous contacter : audit-citoyen@bemol.listes.vox.coop